

## **Polémique autour de l'éducation à la sexualité : «Ce sont toujours les mêmes réseaux, toujours la même rhétorique de la peur»**

***La sociologue Céline Béraud, spécialiste des questions de genre et de sexualité dans le catholicisme, revient sur une nouvelle panique morale conservatrice et ses précédents.***

Allumer la radio en 2024 et entendre les mots «théorie du genre» est une expérience fascinante : comme si une faille spatio-temporelle nous avait ramenés pile dix ans en arrière, quand les ABCD de l'égalité, programme expérimental destiné à réduire les inégalités filles-garçons à l'école, avait fait l'objet d'attaques coordonnées de la part d'une frange conservatrice tout juste sortie de sa bataille contre le mariage pour tous. Cette fois, [l'épouvantail réac](#) a été ressorti pour contrer le programme d'éducation à la sexualité qui doit être présenté mi-décembre au Conseil supérieur de l'éducation, l'offensive droitière qui grondait depuis quelques mois trouvant un relais inespéré dans la bouche du ministre délégué à la Réussite scolaire, Alexandre Portier. Qui avait jugé mercredi 27 novembre au Sénat qu'il n'était «*en l'état pas acceptable*» et s'engageant à ce que «*la théorie du genre ne trouve pas sa place dans nos écoles*».

Une polémique aux airs de déjà-vu, donc, avec en prime [les plateaux de CNews en roue libre réac](#) et [engouffrement dans la brèche de la ministre de l'Éducation, Anne Genetet](#). Et qui a escaladé jusqu'à la demande par l'enseignement catholique, ce vendredi 29 novembre, que le projet de programme d'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle, soit «*profondément remanié*». «*Ce projet de programme prend le parti de se substituer à la responsabilité éducative des parents*», ont indiqué le secrétariat général de l'Enseignement catholique, qui scolarise près de 20 % des élèves du premier et second degré, et l'Association de parents d'élèves de l'enseignement libre (Apel), dans un communiqué commun. *Nous ne pouvons l'accepter.*»

La sociologue Céline Béraud, directrice d'études de l'EHESS, et spécialiste des questions de genre et de sexualité dans le catholicisme, revient sur cette nouvelle panique morale et ses précédents.

### **Que pensez-vous du retour de la «théorie du genre» ?**

J'ai été étonnée de voir ressurgir l'expression «théorie du genre», qui n'était plus guère employée depuis 2016 et à laquelle était préférée celle de «wokisme» notamment. Mais cette nouvelle panique morale s'inscrit dans un ensemble de mobilisations antérieures. Il ne faut pas oublier que la controverse autour de l'ouverture du mariage aux couples de même sexe, qui a saturé l'espace public médiatique et politique en 2012-2013, est encadrée par deux autres moments de controverses qui touchent à l'école.

Ces questions-là ont surgi à l'automne 2011. A l'époque, ça a surpris tout le monde. La mobilisation concernait les nouveaux programmes de SVT des classes de première ES et L, et qui expliquaient, en gros, qu'il y a une approche biologique et une approche qui serait peut-être plus celle des sciences sociales relative à la construction des identités de genre. A ce moment-là, il y a des réseaux qui se sont mobilisés, notamment autour des Associations familiales catholiques, de la mouvance «pro-vie» et plus largement du pôle conservateur du catholicisme. Avec déjà tout un répertoire d'action : lettres aux ministres, pétitions, communiqués de presse, menaces de boycott, blogs, etc. Des entrepreneurs de morale, qui dénoncent «l'idéologie de genre», et des relais politiques à droite. C'était comme un moment de répétition, au sens d'entraînement, avant la mobilisation contre le mariage pour tous, durant laquelle cette nébuleuse militante s'est structurée.

Après la promulgation de la loi sur le mariage pour tous, en mai 2013, on a observé immédiatement un repli militant sur l'école. Dès l'automne, la mobilisation s'était repositionnée contre les ABCD de l'égalité.

### **Observez-vous des similitudes avec le mouvement actuel ?**

Ce sont toujours les mêmes réseaux, toujours la même rhétorique de la peur, avec l'idée que l'enfant est menacé. Il est question de «lavage de cerveau idéologique», dès l'âge de 3 ans ! Le recours à l'outrance et à la désinformation donc. Avec des rumeurs les plus folles sur le fait de parler de masturbation à de très jeunes enfants voire d'en encourager la pratique.

### **La panique revient dès qu'on parle de sexualité à l'école ?**

Ou même simplement d'égalité. Les ABCD de l'égalité n'avaient rien à voir avec la sexualité ; il s'agissait de lutter contre les stéréotypes sexistes et le phénomène d'autocensure des filles par rapport à certaines disciplines et certains projets d'orientation, et promouvoir le respect entre les garçons et les filles à l'école. Mais dans les franges conservatrices, il y a cette idée que promouvoir l'égalité filles-garçons, c'était déjà porter un discours sur le genre et donc sur la sexualité. Il y a toute une série de propos très infondés autour de cette idée qu'il y aurait une menace qui pèserait sur les enfants, parce que finalement, le but ce serait de banaliser et, de fait, d'encourager l'homosexualité et la transidentité.

### **Est-ce que ces mouvements sont plus forts aujourd'hui, notamment avec des relais gouvernementaux, comme celui d'Alexandre Portier ?**

Il faut voir ce qu'ils vont réussir à obtenir. Il y a quand même un truc qu'il faut avoir en tête avec ces groupes, c'est qu'ils font peur, mais on ne sait jamais quel est leur impact réel. C'est difficile de savoir si ce n'est pas qu'une tempête dans un verre d'eau. Ces mouvements ont une réelle capacité de nuisance, et à chaque fois, on a peur qu'ils produisent un effet d'entraînement, mais depuis 2016, ils se sont repliés sur leur noyau dur.

Quand Macron a pris un temps infini à faire passer la loi ouvrant la PMA à toutes les femmes, alors même que c'était un de ses engagements de campagne en 2017, c'est parce qu'il craignait qu'il lui arrive ce qui était arrivé à François Hollande, c'est-à-dire de revoir les foules de la Manif pour tous redescendre dans la rue, ce qui ne s'est pas produit. Il a surestimé la capacité d'action de ces mouvements.

### **L'école est-elle devenue un axe central de ces mobilisations conservatrices ?**

Ces personnes considèrent que l'éducation, c'est l'affaire des familles, avec l'idée que l'Etat ne doit pas interférer dans les questions de genre et de sexualité. Que l'école devrait rester dans le domaine pur de l'instruction et certainement pas agir sur les questions d'éducation. Dans d'autres pays européens, où se sont aussi déroulées des campagnes anti-genre, l'école a souvent été centrale. En France, on a aussi retrouvé ces réseaux à propos des questions dites de bioéthiques : PMA, fin de vie. Sur l'avortement également.

### **Quelle est leur force de frappe ?**

Ils sont très habiles. Ce sont des tout petits groupes, mais qui savent très bien communiquer, se mettre en scène sur les réseaux sociaux. Et là, ils ont de la chance : ils profitent de l'opportunité d'avoir un relais politique. C'était une belle prise d'avoir un ministre délégué à l'Education nationale, pour cette droite-là, malgré un résultat fort modeste aux dernières législatives. Il y a là une des conséquences de la dissolution. Il y a dans le gouvernement plusieurs héritiers et héritières de la Manif pour tous, devenue en 2023 Syndicat de la famille, et c'est une opportunité qu'ils ont immédiatement saisie.

### **Ils ont aussi la caisse de résonance des médias de Bolloré...**

Il est vrai que du côté des médias, cette droite conservatrice est en train de prendre. Ils ont là des nouveaux relais possibles, qui étaient bien moins nombreux il y a une dizaine d'années.

### **Quelles sont les conséquences de ce genre de moments ?**

Ça laisse des traces. C'est très facile de faire peur. Parce qu'il n'y a rien de pire que de dire que les enfants sont en danger. Mais j'espère que ce discours sera contré par le fait que faire de l'éducation à la sexualité, c'est aussi pour protéger les enfants des violences sexistes et sexuelles. C'est pour ça que l'école doit les armer, les informer dès le plus jeune âge. Il y a ici un contre-argument qui peut-être plus largement audible aujourd'hui par les familles après MeToo, en plein procès Mazan. Je pense quand même qu'aujourd'hui, il y a une prise de conscience par rapport à la nécessité d'agir sur les VSS, et d'agir partout, donc bien évidemment, aussi à l'école.